



**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE**  
**Etablissement support du GHT NORMANDIE CENTRE**  
**CS 30001**  
**14033 CAEN Cedex 9**

**CAHIER DES CLAUSES**  
**ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**  
n° PHARMA2025024 du 25/06/2025

*Etabli en application de l'article R2132-1 du Code de la commande publique*

**Objet : FOURNITURE DE DISPOSITIFS MEDICAUX A USAGE UNIQUE :**  
**CHIRURGIE DIGESTIVE, GYNECOLOGIQUE UROLOGIQUE,**  
**THORACIQUE et PEDIATRIQUE – AGRAFAGE ET PLAQUES**

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>1. PARTIES CONTRACTANTES .....</b>	<b>4</b>
1.1 ACHETEUR .....	4
1.2 TITULAIRE .....	5
1.3 CO-TRAITANCE .....	5
1.4 SOUS-TRAITANCE .....	5
<b>2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
2.1 OBJET.....	5
2.2 FORME.....	5
2.3 ACCORD CADRE.....	5
2.4 DECOMPOSITION EN LOTS .....	6
2.5 QUANTITES ANNUELLES .....	6
<b>3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
<b>4. DURÉE .....</b>	<b>6</b>
<b>5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
5.1 DELAIS DE BASE .....	7
5.2 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	7
5.3 SUSPENSION / ANNULATION DES BONS DE COMMANDE.....	7
<b>6. CONDITIONS DE RÉCEPTION, DE LIVRAISON OU D'ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>7</b>
6.1 CONDITIONS DE LIVRAISON.....	7
6.2 CONDITIONS D'ADMISSION.....	8
<b>7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION .....</b>	<b>8</b>
7.1 FORME DES PRIX .....	8
7.2 PRIX DE REGLEMENT.....	9
7.3 INSCRIPTION SUR LA LPPR EN COURS DE MARCHÉ.....	9
7.4 CLAUSE DE SAUVEGARDE.....	10
7.5 REMISE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES.....	10
<b>8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES.....</b>	<b>10</b>
8.1 ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS .....	10
8.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	10
8.3 MODE DE REGLEMENT.....	11
8.4 COMPTABLES ASSIGNATAIRES .....	11
8.5 CONDITIONS D'ESCOMPTE.....	11
<b>9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE .....</b>	<b>11</b>
9.1 AVANCE .....	11
9.2 RETENUE DE GARANTIE.....	11
<b>10. PENALITES.....</b>	<b>12</b>
<b>11. GARANTIE .....</b>	<b>12</b>
<b>12. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>12</b>
12.1 EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE .....	12
12.2 MODIFICATION DU MARCHÉ.....	12
12.3 ARRÊT DE FABRICATION OU DE COMMERCIALISATION .....	13
12.4 PROBLEMES TEMPORAIRES D'APPROVISIONNEMENT.....	13
<b>13. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT .....</b>	<b>13</b>
13.1 CAS DE RESILIATION.....	13
13.2 INDEMNITE DE RESILIATION .....	14

13.3	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE .....	14
<b>14.</b>	<b>RÈGLEMENT DES LITIGES .....</b>	<b>14</b>
<b>15.</b>	<b>IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES .....</b>	<b>14</b>
15.1	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION .....	14
15.2	INDEMNISATION AU TITRE DE L'IMPREVISION POUVANT PRENDRE LA FORME D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE DE PRIX .....	15
15.3	MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION .....	15
<b>16.</b>	<b>VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE .....</b>	<b>15</b>
<b>17.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG / FCS .....</b>	<b>15</b>

## **PREAMBULE**

En application :

- ✓ de la loi n° 2016 - 41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé (article 107),
- ✓ du décret n° 2016 - 524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements Hospitaliers de Territoires (GHT),
- ✓ du décret n° 2017 - 701 du 02 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des GHT,

a été créée par la convention constitutive signée le 1<sup>er</sup> juillet 2016, le GHT NORMANDIE CENTRE.

Le Centre Hospitalier Universitaire CAEN NORMANDIE (CHU de CAEN) a été désigné établissement support pour assurer « la fonction achats » pour le compte des neuf établissements parties au GHT.

Cette convention confie au CHU CAEN NORMANDIE la fonction d'assurer pour le compte de l'ensemble des membres la passation du marché ainsi que la conclusion de ses éventuels avenants.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution, à l'exception des reconductions et éventuelle résiliation, relèvent de chaque établissement partie au GHT dont la liste et les coordonnées des interlocuteurs sont jointes en annexe 1.

L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des contrats, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures...).

## **1. PARTIES CONTRACTANTES**

### **1.1 Acheteur**

Dans le cadre de la passation des marchés, le CHU de Caen, établissement support du GHT, est désigné ci-après le pouvoir adjudicateur, il est représenté par le directeur de l'établissement.

En tant qu'*établissement support* du GHT Normandie Centre, il assure pour le compte des établissements parties, la passation des marchés ainsi que la conclusion de leurs éventuels avenants, comme précisé ci-dessus.

Dans le cadre de l'exécution des marchés, le représentant de chacun des cinq (5) établissements est l'interlocuteur du titulaire :

<b>CH ARGENTAN</b>	Centre Hospitalier Fernand Leger 47 rue Aristide Briand CS 50209 61203 ARGENTAN Cedex
<b>CH AUNAY-BAYEUX</b>	Centre Hospitalier Aunay- Bayeux 13 rue de Nesmond BP 18127 14401 BAYEUX Cedex
<b>CHU CAEN NORMANDIE</b>	Centre Hospitalier Universitaire Caen Normandie Avenue Côte de Nacre 14000 CAEN
<b>CH FALAISE</b>	Centre Hospitalier Falaise Bd des Bercagnes 14700 FALAISE

<b>CH LISIEUX</b>	Centre Hospitalier Robert BISSON 4 rue Roger Aini BP 97223 14107 LISIEUX Cedex
-------------------	---

## 1.2 Titulaire

Le prestataire ou son mandataire dont l'offre a été retenue est désigné par le terme « titulaire ».

## 1.3 Co-traitance

Conformément à l'article L2142-22 du Code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire des autres membres du groupement.

## 1.4 Sous-traitance

Il est rappelé que la sous-traitance n'est autorisée que pour les marchés de fournitures qui comportent des services ou des travaux de pose ou d'installation, aux termes de l'article L2193-1 du Code de la commande publique.

# 2 OBJET ET FORME DU MARCHÉ

## 2.1 Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent **la fourniture de dispositifs médicaux à usage unique de chirurgie digestive, gynécologique, urologique, thoracique et pédiatrique - agrafage et plaques** pour 5 établissements du GHT Normandie Centre ci-dessus désignés et définissent les modalités juridiques en vertu desquelles les prestations sont réalisées.

La nature des fournitures et/ou des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

## 2.2 Forme

Les marchés sont passés, conformément aux dispositions du Code de la commande publique, et par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG / FCS), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021.

- ☒ Appel d'offres ouvert (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Appel d'offres restreint (article L2124-2 du Code de la commande publique)
- ☐ Procédure avec négociation (article L2124-3 du Code de la commande publique)
- ☐ Dialogue compétitif (article L2124-4 du Code de la commande publique)

## 2.3 Accord cadre

Les marchés prennent la forme d'accords-cadres mono attributaires conclus sans minimum (à l'exception des lots 5, 6, 25, 43, 51 et 62) **avec un maximum fixé en quantités annuelles**, conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique **exprimés dans le catalogue des besoins**, annexé au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ils s'exécutent au moyen de bons de commande, émis par chacun des établissements bénéficiaires au fur et à mesure de ses besoins, dont le délai d'exécution commence à courir à compter du lendemain de la date d'émission de la commande.

Les bons de commande comportent :

- la référence au présent marché ;
- la désignation de la prestation ;
- les quantités commandées ;
- le ou les lieux et le délai de livraison ;

Ils peuvent mentionner :

- le prix unitaire H.T. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;

- le montant T.T.C. de la commande.

Les bons de commandes sont transmis par courrier simple, par télécopie ou par envoi dématérialisé (EDI).

#### **2.4 Décomposition en lots**

La prestation est divisée en 62 lots. Les caractéristiques et les quantités sont précisées dans le « catalogue des besoins » annexé au CCTP.

Le cas échéant, les valeurs maximums, mentionnées à l'acte d'engagement, sont fixées en prix initial, aux conditions économiques du mois d'établissement des offres (soit M0).

#### **2.5 Quantités annuelles**

Le catalogue des besoins liste les quantités annuelles maximums pour 12 mois pour l'ensemble des établissements hospitaliers bénéficiaires.

Les quantités estimatives par établissement figurent en annexe du CCTP (tableau des quantités par établissements).

### **3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT**

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé et son bordereau de prix,
- 2) Les annexes qui y sont mentionnées
- 3) Le présent CCAP et son annexe
- 4) Le CCTP et ses annexes
- 5) Le CCAG / FCS
- 6) La réponse technique du titulaire
- 7) Le tarif public en vigueur, le cas échéant.

Il est rappelé que le fait d'avoir répondu à la consultation implique l'acceptation sans aucune réserve du présent CCAP.

L'original du marché est conservé dans les archives du CHU de CAEN et fait seul foi.

**Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.**

### **4. DURÉE**

Les marchés prennent effet à leur notification. La durée d'exécution court **du 1<sup>er</sup> mars 2026** ou de la date de leur date de notification si celle-ci est postérieure, **jusqu'au 28 février 2027**.

**La notification** consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le directeur général du CHU de CAEN. Cette transmission s'effectuera via le profil acheteur du CHU de CAEN.

La date de notification est la date de l'accusé de réception de cet envoi.

**Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir la cellule marchés du CHU de CAEN dans les plus brefs délais.**

Au-delà de leur première période d'exécution ou dans l'hypothèse où le maximum serait atteint avant le terme de la période en cours, les marchés seront tacitement reconduits 3 fois 12 mois.

Le CHU de CAEN pourra, sans avoir à motiver sa décision, s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire au moins 3 mois avant la date de fin du contrat. **Le titulaire ne pourra pas renoncer à la reconduction.**

## **5. CONDITIONS ET DELAIS D'EXECUTION**

### **5.1 Délais de base**

La durée d'exécution indiquée sur les bons de commande ne pourra excéder un (1) mois.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les prestations pourront alors s'exécuter jusqu'à leur complet achèvement.

Le respect du délai d'exécution est un impératif : le manquement à cette obligation déclenche l'application de pénalités de retard et sert de base à leur calcul (voir les modalités à l'article 10 du présent CCAP).

### **5.2 Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables, telles que visées au CCTP, étant celles en vigueur à la date de lancement de la consultation).

Le titulaire s'engage à respecter les obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, ainsi que les plans de prévention propres à chaque établissement hospitalier.

### **5.3 Suspension / Annulation des bons de commande**

Après émission du bon de commande, l'établissement bénéficiaire conserve la faculté de suspendre ou annuler celui-ci, pour des motifs de non exécutabilité de la commande du fait du titulaire. A cette occasion, il prendra à sa charge les frais de prestations que le titulaire aura pu engager du fait du commencement d'exécution du bon de commande, si et dans la mesure où, celui-ci produit notamment les justificatifs afférents adéquats.

## **6. CONDITIONS DE RÉCEPTION, DE LIVRAISON OU D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

### **6.1 Conditions de livraison**

Les livraisons sont effectuées, dans chaque établissement à l'adresse indiquée dans l'annexe 1 et selon les informations y figurant.

L'établissement bénéficiaire se réserve le droit d'indiquer, si besoin, un autre lieu de livraison sur son bon de commande.

Le nom du titulaire, le numéro de commande et le nombre de palettes et de colis figurent lisiblement sur le bon de livraison qui est placé sous pochette transparente plastifiée et adhésive.

La fourniture est livrée aux endroits qui sont précisés sur chaque bon de commande, au fur et à mesure des besoins de l'établissement hospitalier.

La livraison de la fourniture donne lieu à un bon de livraison dont un double est remis à l'établissement. Ce bon de livraison précise :

- ◆ la date d'expédition,
- ◆ la référence de la commande ainsi que la référence du marché,
- ◆ L'identification du titulaire,
- ◆ l'identification des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition par colis,
- ◆ la date de livraison prévue.

Le titulaire prend en charge le déchargement des produits et en assure la livraison jusque dans les locaux indiqués ci-dessus.

Le titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception ; les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire.

A défaut de respecter les dispositions ci-dessus, les livraisons seront refusées.

## **6.2 Conditions d'admission**

Toute prestation ne correspondant pas à la description telle que définie dans l'offre du titulaire sera refusée et pourra être remplacée aux frais exclusifs du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG / FCS, le titulaire du marché ou son représentant pourra assister, s'il le souhaite et sans qu'il soit besoin que l'établissement bénéficiaire le convie, aux opérations de vérification. Le titulaire doit l'informer de ce souhait au moment de la réalisation de la prestation.

La vérification qualitative et quantitative des fournitures, objets du marché a lieu après livraison.

Les opérations de vérification simples, qui ne nécessitent qu'un examen sommaire, sont effectuées lors de la livraison dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG / FCS.

Les opérations de vérifications qui nécessitent un examen plus approfondi sont effectuées dans le délai de **quinze (15) jours** à compter de la date de livraison.

### *Vérifications quantitatives*

Les opérations de vérification quantitative consistent à vérifier la quantité définie sur le bon de commande ou au marché et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité fournie n'est pas conforme, l'établissement pourra mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata sont rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

### *Vérifications qualitatives*

Les opérations de vérification qualitative consistent, pour les agents désignés à cet effet, à vérifier la conformité des prestations livrées avec les spécifications du marché et de la commande.

Si la prestation livrée ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché et de la commande, elle sera refusée et devra être remplacée sur demande écrite de l'établissement, qui toutefois pourra l'accepter avec réfaction de prix. Par dérogation aux articles 30.3 et 30.4, la décision pourra être prise sans que le titulaire n'ait été invité à présenter ses observations.

### *Décision après vérification*

A l'issue des opérations de vérification, l'établissement, prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet. Passé le délai de quinze (15) jours, la décision d'admission est réputée acquise.

## **7. PRIX OU MODALITÉS DE SA DÉTERMINATION**

Les prix s'entendent franco de port, d'emballage et d'assurance pour livraison à destination, quelles que soient les quantités commandées.

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent sur le bordereau de remise des prix ou sur tout autre document relatif à l'offre.

### **7.1 Forme des prix**

Les marchés sont traités à **prix unitaires**. Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et dans ses annexes sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées.



A l'exception du lot 49, les prix déterminés à l'acte d'engagement sont basés sur le tarif public du titulaire, **affecté d'un coefficient de remise ferme** pendant la période d'exécution du marché.

S'agissant du lot 49, les prix déterminés à l'acte d'engagement sont basés sur le tarif fixé sur la Liste des Produits et Prestations Remboursables (LPPR), **affecté**, le cas échéant, **d'un coefficient de remise ferme**, pendant la période d'exécution du marché.

## **7.2 Prix de règlement**

**Mois d'établissement des prix** : les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois où se situe la date limite de remise des offres et compte tenu des taxes en vigueur à la même époque (Mo).

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables aux établissements et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard des dispositions ci-dessous.

Il peut également, le cas échéant et à son initiative, octroyer des remises supplémentaires.

### **➤ Ajustement des prix, à l'exception du lot 49.**

Les prix sont **ajustables annuellement**, au 1<sup>er</sup> mars, lors de la reconduction, par référence aux tarifs que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle, sur lesquels seront appliqués les remises indiquées, en pourcentage, sur le bordereau des prix.

Le titulaire s'engage à faire parvenir aux établissements concernés, par tout moyen permettant d'en donner date certaine, ses nouveaux tarifs, avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à l'ajustement. Les prix de règlement sont alors ceux de la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse de l'établissement hospitalier. Passé un délai d'un (1) mois, à compter de leur date de réception, l'acceptation est tacite.

### **➤ Ajustement des prix des lots 51 à 62, 76 84 et 85**

Les prix sont ajustables en fonction du tarif de remboursement prévu à la LPPR.

Les prix des dispositifs médicaux inscrits à la LPPR et pris en charge en sus des prestations d'hospitalisation et/ou susceptibles d'être inscrits sur cette même liste et/ou modifiés en cours d'exécution du marché ne pourront en aucun cas être supérieurs au prix publié au Journal Officiel en vigueur à la date d'émission de la commande. L'offre de l'opérateur économique sera donc révisée à la baisse en cas de diminution du tarif.

Ces modifications entrent en vigueur à la date mentionnée au JO ou à compter de la date de parution du JO si aucune date d'entrée en vigueur n'est précisée.

En cas d'augmentation du tarif, l'offre de l'opérateur économique, dès lors qu'elle est inférieure au tarif en vigueur, restera le prix de référence.

Si le dispositif est retiré de cette liste, le prix du marché sera maintenu ou révisé à la baisse.

## **7.3 Inscription sur la LPPR en cours de marché**

Dans le cas où un produit ferait l'objet d'un quelconque changement (inscription, modification, radiation) de la LPPR, en cours d'exécution du marché, le titulaire fait parvenir au pharmacien coordonnateur, à compter de la parution au Journal Officiel, les informations contenues dans ledit journal et les offres de prix réactualisées au regard du nouveau code LPPR.

En cas de diminution, l'offre de l'opérateur économique sera réajustée à la baisse. Cette baisse s'applique à la date de parution au Journal Officiel sauf information contraire figurant sur le Journal Officiel. Si le produit bénéficiait dans l'offre, d'une remise par rapport au prix CEPS, la même remise est appliquée sur le nouveau tarif.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur, par voie dématérialisée, sans délai, ses nouveaux prix à l'adresse [chapirot-c@chu-caen.fr](mailto:chapirot-c@chu-caen.fr) et [lemarchand-va@chu-caen.fr](mailto:lemarchand-va@chu-caen.fr) ou tout autre courriel communiqué en cours d'exécution du marché. Il transmet à cet effet :

- l'avis du JO relatif aux prix CEPS ;
- le nouveau prix.

Si le titulaire omet d'informer le pouvoir adjudicateur d'une diminution du tarif CEPS, il est tenu de procéder à un rattrapage de la baisse de prix et, ce, depuis sa date d'application officielle.

En cas d'augmentation du tarif LPPR, l'offre de l'opérateur économique, ajustements compris, reste le prix de référence.

#### **7.4 Clause de sauvegarde**

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues, serait supérieur à 4 % du dernier prix, le CHU de CAEN se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie du marché non encore exécutée, sans mise en demeure préalable.

Pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation n'interviendra que 4 mois après l'application de l'ajustement du prix, avec application d'une hausse plafonnée à 4 % pour les seuls besoins correspondant à la période considérée.

#### **7.5 Remise sur chiffre d'affaires**

Le titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement membre du groupement les remises proposées dans son offre décrite dans le « **Questionnaire fournisseur** ».

## **8. MODALITES DE REGLEMENTS DES COMPTES**

### **8.1 Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations objets des bons de commande sont des paiements partiels définitifs.

### **8.2 Présentation des demandes de paiement**

Le paiement est effectué par virement administratif en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG / FCS.

Conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée **CHORUS PRO** (CPP2017) <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisé devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes (Cf annexe I) :

- Le numéro de SIRET identifiant l'établissement bénéficiaire
- Le code service permettant de distinguer le service destinataire
- Le numéro d'engagement figurant sur le bon de commande ou communiqué par l'établissement

Aucun envoi papier ne doit être réalisé.

Les factures afférentes au marché portent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◆ le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- ◆ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- ◆ le numéro et la date du marché,
- ◆ le numéro du bon de commande,
- ◆ la prestation exécutée,
- ◆ la date de livraison / ou d'exécution,
- ◆ le montant hors taxe de la prestation exécutée,
- ◆ le prix des prestations accessoires,
- ◆ le taux et le montant de la T.V.A.,
- ◆ le montant total des prestations exécutées,

- ♦ la date de facturation.

**ATTENTION** : Les factures papiers des entreprises concernées par l'article 3 de l'ordonnance précitée ne seront plus acceptées, ces factures devront faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

Les demandes de paiement sont adressées directement à chaque établissement bénéficiaire **à l'issue des opérations de vérification**, conformément à l'article 6.2 du présent CCAP.

Lorsque le titulaire est groupé conjointement avec un tiers mandataire pour l'établissement de la facturation, la facture établie au nom du mandataire mentionne en en-tête le nom du mandant avec une formule « *facture établie au nom et pour le compte du .....* ».

Le non-respect de ces dispositions entraînera l'obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la livraison des fournitures.

### **8.3 Mode de règlement**

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à **50 jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations s'agissant de l'avance. Le dépassement ouvre de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement sera automatiquement **suspendu** :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à un établissement autre que l'établissement bénéficiaire,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCAP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander à l'établissement bénéficiaire une indemnisation complémentaire, sur justification.

### **8.4 Comptables assignataires**

Madame la Trésorière Principale	145 rue de la Délivrande 14000 Caen	02 31 47 11 11	<a href="mailto:t014014@dgfip.finances.gouv.fr">t014014@dgfip.finances.gouv.fr</a>
------------------------------------	--	----------------	--

### **8.5 Conditions d'escompte**

Pour l'application des escomptes sur les factures au cas de paiement selon un délai réduit, et dans l'hypothèse où le titulaire a proposé cette possibilité dans son offre, l'établissement décide et pourvoit à leur mise en œuvre.

## **9. AVANCES ET RETENUE DE GARANTIE**

### **9.1 Avance**

*Sans objet*

### **9.2 Retenue de garantie**

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

## **10. PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG / FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, **sans mise en demeure préalable**, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de la livraison pénalisée HT,

R = le nombre de jours calendaires de retard.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG / FCS, les pénalités ne sont pas limitées et sont dues quel que soit leur montant. Leur montant est notifié pour information au titulaire avant transmission au Trésorier Principal. Il peut être prélevé sur le montant du paiement suivant effectué au profit du titulaire dans le cadre du marché.

## **11. GARANTIE**

Par dérogation à l'article 28 du CCAG, la fourniture objet du marché est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter de son admission, jusqu'à la date limite optimale (DLUO) figurant sur les emballages.

## **12. DISPOSITIONS DIVERSES**

### ***12.1 Evolution technologique, technique ou réglementaire***

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, le titulaire aura la possibilité, après accord du représentant du CHU de Caen de modifier ou de remplacer les prestations faisant l'objet du présent marché par des fournitures plus performantes ou plus adaptées aux besoins conformes au cahier des charges, sans supplément de prix.

Dans ce cas le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique,
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu.

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU de CAEN pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

### ***12.2 Modification du marché***

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée L2194-1 du Code de la commande publique.

En cas d'évolution technologique pendant la période d'exécution du contrat, les parties contractantes auront la possibilité de remplacer les références initiales faisant l'objet du marché par d'autres références ayant une performance équivalente à un prix au plus égal.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire au CHU de Caen un courrier stipulant :

- que cette nouvelle référence s'ajoute à l'ancienne,
- et que le prix fixé au marché est maintenu ou diminué.

Dans le cas où le titulaire a proposé l'ensemble de sa gamme, il sera fait application de la remise proposée dans son offre de prix.

Cette remise sera également applicable dans le cas où, une extension de cette gamme est proposée par le titulaire durant l'exécution du marché.

Dans ce cadre, le titulaire transmettra les éléments techniques relatifs aux produits ainsi qu'une offre de prix dans le but d'émettre un avenant.

L'ensemble des établissements mentionnés à l'article 1.1 du présent CCAP est susceptible de bénéficier de l'ensemble des prestations, sans limitation : lots sur lesquels ils n'auraient pas initialement quantifié.

Le CHU de CAEN informera le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins deux (2) semaines avant le début d'exécution souhaité.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fera l'objet d'un avenant qui précisera le cas échéant, les conditions d'exécution et la date de prise d'effet.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

### **12.3 Arrêt de fabrication ou de commercialisation**

Le titulaire propose de délivrer une fourniture de technologie ou de catégorie supérieure à celle(s) prévue(s) dans le présent marché.

Le prix de la fourniture de substitution ne pourra être supérieur au prix initial mentionné dans le marché.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'acheteur de recourir aux dispositions de l'article 13 du présent CCAP.

Dans le cas où le titulaire ne peut exécuter ses engagements, le CHU de Caen conformément aux articles 42 et 45 du CCAG / FCS peut résilier pour faute le marché et le cas échéant faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire défaillant.

### **12.4 Problèmes temporaires d'approvisionnement**

Le titulaire peut proposer un produit de remplacement. Le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix déterminé en application de l'article 7 du présent CCAP.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour l'acheteur public de recourir aux dispositions de l'article 13 ci-après.

Dans tous ces cas, le titulaire doit informer par écrit l'établissement bénéficiaire dans les meilleurs délais et obtenir son accord préalable avant toute substitution.

Cet accord préalable sera matérialisé, soit par retour de télécopie, soit par retour de courriel ou courrier simple.

En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution, également appelés « produits de remplacement ».

## **13. RÉSILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT**

### **13.1 Cas de résiliation**

Les stipulations du CCAG / FCS relatives à la résiliation sont applicables, y compris la possibilité pour le CHU de CAEN de faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire en cas de résiliation prononcée à ses torts.

Par ailleurs, en dérogation à l'article 41.2 du CCAG / FCS, le marché pourra être résilié **sans mise en demeure préalable**, en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis ou lorsque le titulaire déclare indépendamment des cas prévus par l'article 40 du CCAG / FCS, ne pouvoir exécuter ses engagements.

Les dépenses supplémentaires résultant de la passation d'un autre contrat, consécutivement à la résiliation du présent marché, donnent lieu à prélèvement sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises aux établissements hospitaliers.

Enfin, le marché sera résilié de plein droit, sans mise en demeure préalable, par le CHU de CAEN, en cas de survenance, d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soin, d'analyse dans l'établissement l'administration se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité et sans un préavis, par dérogation aux articles 29 à 33 du CCAG / FCS.

### **13.2 Indemnité de résiliation**

La résiliation prononcée aux torts du titulaire, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués à l'article 39 (événements extérieurs) du CCAG / FCS, n'ouvrent **pas droit à indemnité**.

En l'absence de minimum contractuel, aucune indemnité n'est due en cas de résiliation.

### **13.3 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus et pour les quantités fixées sur le bon de commande ou bien encore ne livrera pas dans une qualité recevable, l'établissement hospitalier concerné **pourvoira à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de sept (7) jours calendaires.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment de l'établissement bénéficiaire, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

## **14. RÈGLEMENT DES LITIGES**

En cas de litige résultant de l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de CAEN.

## **15. IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES**

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, économique ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer, par écrit, l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

### **15.1 Modification des conditions d'exécution**

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- d'une prolongation de la durée si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors l'établissement à une rupture dans la continuité des soins ;
- d'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer l'établissement à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins.

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque lot.

### **15.2 Indemnisation au titre de l'imprévision pouvant prendre la forme d'une modification temporaire de prix**

Pour chaque lot, le titulaire pourra formuler une demande d'indemnisation prenant la forme d'une modification temporaire des prix dès lors que cette modification est nécessaire à la poursuite du contrat dans les conditions de l'offre initiale.

L'acceptation de cette modification par le CHU de Caen sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation, prenant la forme d'une modification temporaire des prix, ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le CHU de Caen analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

L'indemnisation prendra la forme d'une modification provisoire des prix du marché, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié, et en tout état de cause sans que la période de modification des prix ne puisse excéder 3 mois.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le CHU de Caen.
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner l'établissement au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

### **15.3 Modification des conditions d'exécution**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, le CHU de Caen peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre prestataire pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.

## **16. VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE**

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 13 du présent CCAP.

## **17. DÉROGATIONS AU CCAG / FCS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG / FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

Les dispositions du CCAG relatif aux marchés publics de fournitures et services sont applicables au présent contrat :

- dans la mesure où elles ne sont pas contradictoires avec le présent CCAP
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document.

\* \*

\*